



Communiqué de presse

Top manager dans la fonction publique fédérale : un job qui se conjugue encore au masculin

Bruxelles, le 16 septembre 2019 - Une nouvelle étude de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes montre que les femmes restent sous-représentées au top de la fonction publique fédérale. La Belgique est l'un des pires élèves de l'Union européenne sur cette question et, malgré les mesures prises ces dernières années, la situation ne s'améliore pas significativement.

D'après l'étude de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, il semble que les femmes sont clairement sous-représentées parmi les postes à responsabilités de la fonction publique belge, en particulier au niveau fédéral.

En 2017, les femmes ne représentaient que 29% du 1^{er} degré de la hiérarchie de l'ensemble de la fonction publique fédérale (services publics fédéraux et autres institutions publiques telles que l'Inami ou l'Afsca). Et ce, malgré un arrêté royal adopté en 2012 et instaurant un quota d'un tiers de chaque sexe au sein des comités de direction.

Une analyse plus détaillée - ne prenant en compte que les services publics fédéraux (SPF) - révèle certains comités de direction très inégalitaires. Ainsi par exemple, le comité de direction du SPF Finances ne comptait en 2017 que 4 femmes pour 16 hommes, celui de la Justice 2 femmes pour 9 hommes, et enfin aucune femme pour 6 hommes à la Santé publique. Enfin, tant en 2012 qu'en 2017, une seule femme est Présidente d'un comité de direction d'un SPF.

Avec de tels chiffres, le top du niveau fédéral est à la traîne par rapport aux entités fédérées. Alors que seulement 1 top manager de SPF sur 8 était une femme en 2017, elles étaient 4 femmes pour 5 hommes à la Région wallonne, 2 femmes pour 5 hommes à la Région de Bruxelles-Capitale, 2 femmes pour 8 hommes à la Fédération Wallonie-Bruxelles et 2 femmes pour 9 hommes pour la Flandre.

Si l'on compare la situation du niveau fédéral belge avec celle des autres pays de l'Union européenne, la Belgique se retrouve également en queue de peloton. Seuls 2 membres de comité de direction d'un service public fédéral sur 10 sont des femmes contre 4 sur 10 au niveau européen.

Pour Michel Pasteel, directeur de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, « *la fonction publique fédérale doit donner l'exemple et fournir davantage d'efforts pour atteindre l'égalité de genre au top* ».

C'est pourquoi, l'Institut demande au prochain gouvernement fédéral de s'engager à mettre strictement en œuvre l'arrêté royal de 2012 et à prendre les mesures complémentaires suivantes :

- assurer un monitoring annuel des décisions de nomination pour les postes de management;
- imposer une obligation explicite de motivation s'il est décidé de déroger aux règles ;

L'Institut recommande l'adoption d'un plan stratégique égalité-diversité sous la responsabilité du-de la Ministre de la Fonction publique ainsi que la désignation d'un-e responsable de l'égalité des femmes et des hommes nommé au sein du SPF Stratégie et Appui. Cette personne aurait en charge le monitoring de l'arrêté royal de 2012 ainsi que le suivi du plan égalité-diversité de la fonction publique.

Vous pouvez consulter l'étude sur le site web de l'Institut.